

**GUERCHY ÉGLISE SAINT GERMAIN
CONSERVATION & RESTAURATION**

Parties orientales

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

C.C.A.P

Marché à procédure adaptée passé en application de l'article L2123-1 & R21-23-1 du code de la commande publique

Avril 2025

ARTICLE 1. : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	7
1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux.....	7
1.2. Représentants de la collectivité	7
1.3. Les parties contractantes.....	7
1.4. Domicile de l'entrepreneur.....	7
1.5. Tranches, lots, variantes et prestations supplémentaires éventuelles	7
1.5.1 Tranches.....	7
1.5.2 Allotissement	8
1.5.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	8
1.6. Travaux intéressant la défense.....	8
1.7. Contrôle des prix de revient	8
1.8. Intervenants	8
1.8.1 Maîtrise d'œuvre.....	8
1.8.2 Contrôle technique (CT).....	8
1.8.3 Coordination de sécurité, protection, santé (CSPS)	9
1.8.4 Ordonnancement - Pilotage – Coordination (OPC).....	9
1.8.5 Bureaux d'études d'exécution.....	9
1.9. Sous-traitance	9
1.10. Redressement ou liquidation judiciaire	9
1.11. Unité monétaire.....	9
1.12.1 Définitions générales.....	9
1.12.2 Sous-traitance	10
ARTICLE 2. : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
2.1. Pièces contractuelles	10
2.1.1. Pièces particulières.....	10
2.1.2 Pièces générales	11
2.1.3 Pièces indicatives.....	11
ARTICLE 3. : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX	11
3.1. Répartition des paiements.....	11
3.2. Tranches.....	11
3.3. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes –	11

Travaux	en	régie
11		
3.3.1. Dépenses d'investissement		12
3.3.2 Sécurité		12
3.3.3 Nettoyage du chantier		12
3.3.4. Compte prorata		13
3.3.5 Contenu des prix		13
3.3.5.1 Contrôle général des travaux		14
3.3.5.2 Ordonnancement, pilotage et coordination		14
3.3.5.3 Bureau de Contrôle		14
3.3.5.4. Assurances		14
3.3.5.5. Établissement du Plan Particulier de Sécurité.....		14
3.3.6. Approvisionnements		14
3.3.7. Règlement des ouvrages		15
3.3.8. Règlement des comptes		15
3.3.8.1. Forme des décomptes.....		15
3.3.8.2. Travaux compris dans le forfait.....		15
3.3.8.3. Travaux résultant de modifications, en plus ou en moins, apportées au marché		15
3.3.8.4. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage		16
3.3.8.5. Intérêts moratoires		16
3.4. Mode d'évaluation des ouvrages.....		16
3.5. Variation dans les prix		16
3.5.1. Prise en compte des variations des conditions économiques		16
3.5.2. Mois d'établissement des prix du marché		17
3.5.3. Choix de l'index de référence.....		17
3.5.4. Modalités d'actualisation des prix		18
3.5.5. Actualisation ou révision des frais de coordination		18
3.5.6. Modalités de révision des prix.....		18
3.5.7. Révision des prix en cas de dépassement du délai contractuel.....		18
3.5.8. Actualisation ou révision provisoire		18
3.5.9. Application de la taxe sur la valeur ajoutée		18
3.5.10. Dernier index de révision.....		18
3.6. Règlement des prestations objet du marché : Paiements du titulaire, des co-traitants		
et	des	sous-traitants

18

3.6.1. Désignation du sous-traitant en cours de marché	18
3.6.2. Modalités de paiement direct	19
3.6.3. Présentation des demandes de paiement	19
ARTICLE 4. : DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES	20
4.1. Délai(s) d'exécution des travaux.....	20
4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution	20
4.1.2. Planning détaillé d'exécution.....	20
4.1.3. Prolongation du/des délai(s) d'exécution	21
4.1.4 Intempéries	21
4.1.5. Phénomènes naturels.....	22
4.2. Pénalités.....	22
4.2.1. Pénalités pour retard ou absence	22
4.2.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	23
4.2.3. Pénalités pour non remise de documents avant ou pendant l'exécution	23
4.2.4. Pénalités appliquées pour inobservation d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs	23
4.2.5. Pénalités pour retard dans la levée des réserves	24
4.2.6. Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal	24
4.2.7. Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	24
4.3. Prime pour avance	24
ARTICLE 5. : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	24
5.1. Retenue de garantie.....	24
5.2. Avance	25
5.3. Approvisionnements	25
ARTICLE 6. : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	25
6.1. Provenance des matériaux et produits.....	25
6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	25
6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	25
6.3.1. Compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. Travaux et du C.C.T.G	25

6.3.2. Vérification et surveillance	26
6.3.3. Essais et vérifications complémentaires	26
6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'ouvrage	26
ARTICLE 7. : IMPLANTATION DES OUVRAGES	26
7.1. Piquetage général.....	27
7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, encastrés ou enterrés	26
ARTICLE 8. : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	26
8.1. Calendrier prévisionnel d'exécution.....	26
8.2. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	26
8.2.1. Opérations et établissement des documents	27
8.2.2. Bureau de chantier.....	27
8.2.3. Panneau de chantier	27
8.3. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail.....	27
8.3.1. Pour tous les travaux	27
8.4. Prototype	28
8.5. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	29
8.6. Organisation, mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé	29
8.7. Intervention du coordonnateur SPS.....	29
8.8. Rendez-vous de chantier - convocation de l'Entrepreneur	30
ARTICLE 9. : CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	31
9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	32
9.2. Réception des travaux	31
9.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	31
9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	31
9.5. Documents fournis à l'achèvement des travaux.....	32
9.6. Certificats d'Économie d'Énergie	32
9.7. Délais de garantie.....	32
9.8. Garanties particulières	32
9.9. Assurances	33

ARTICLE 10. : DÉLAI DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	33
ARTICLE 11. : REGLEMENT DE DIFFERENTS ET LITIGES	34
ARTICLE 12. : RESILAITON - INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	34
ARTICLE 13. : FORCE MAJEURE	34
ARTICLE 14. : AVENANTS OU ACTES MODIFICATIFS.....	34
ARTICLE 15. : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	34
Annexe n° 01 au CCAP : DISPOSITIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES MONUMENTS HISTORIQUES	35
I. Généralités.....	35
1.1 - Contrôle.....	35
1.2 - Accès aux façades	35
1.3- Éclairage	35
1.4 - Alerte	35
1.5 - Isolement.....	35
II. Consignes concernant les travaux	36
III. Consignes concernant les travaux et points chauds	36

ARTICLE 1. : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent le marché de :

**GUERCHY- ÉGLISE SAINT GERMAIN
TRAVAUX DE CONSERVATION – RESTAURATION
RESTAURATION DES PARTIES ORIENTALES**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1.2. Représentants de la collectivité

Conformément aux prescriptions de l'article 2 du CCAG sont désignés :

- MAÎTRISE D'OUVRAGE : **La commune de Valravillon**
- REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR : **Monsieur le Maire ,**
- MAÎTRISE D'ŒUVRE : **Atelier Archipat** (selon précisions indiquées à l'article 1.9.1 du présent CCAP)

1.3. Les parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- **D'une part :**
LA COMMUNE DE VALRAVILLON, dont le siège est Rue Saint Germain – 89110 Valravillon-Guerchy, représentée par Monsieur le Maire , désignée au cours du présent document par la mention « **LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE** »,
- **D'autre part :**
L'ENTREPRISE, dont l'Acte d'Engagement aura été approuvé par le Maître d'Ouvrage, et qui s'engage à exécuter elle-même les travaux, désignée au cours du présent document par la mention « **L'ENTREPRENEUR** ».

1.4. Domicile de l'entrepreneur

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par l'Entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront faites à la Mairie de Valravillon, rue Saint Germain, jusqu'à ce que l'Entrepreneur ait fait connaître au représentant légal de la collectivité l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.5. Tranches, lots, variantes et prestations supplémentaires éventuelles**1.5.1 Tranches**

Le marché est composé **de 2 tranches :**

- **1 Tranche Ferme**
- **1 Tranche Optionnelle.**

L'affermissement de la tranche optionnelle se fera par ordre de service (O.S.)

1.5.2 Allotissement

Les travaux comprennent l'ensemble des ouvrages nécessaires à la livraison de l'opération projetée.

Ils sont décomposés en 4 lots :

Lot n°01 : Maçonnerie – Pierre de taille

Lot n°02 : Charpente -

Lot n°03 : Couverture

1.5.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Dans le cadre de ce marché, les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

1.6. Travaux intéressant la défense

Sans objet.

1.7. Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.8. Intervenants

1.8.1 Maîtrise d'œuvre

Le Maître d'œuvre, sous la direction duquel seront exécutés les travaux, est désigné au cours du présent document par la mention "LE MAÎTRE D'ŒUVRE".

La mission confiée au Maître d'Œuvre est une mission normalisée comportant les éléments suivants :
- mission de base (DIA, APS, APD, PC, PRO, ACT, VISA, DET, AOR),

Le Maître d'œuvre de l'opération est le groupement **ATELIER ARCHIPAT**

Atelier ARCHIPAT (Architecte – François Peyre) mail : fr.peyre-archipat@orange.fr
09, Rue BUFFON – 21140 SEMUR EN AUXOIS
Tél. : 03 80 96 69 12

Le Maître d'Œuvre établira les ordres de services qui devront revêtir le visa du Maître d'Ouvrage pour ceux engageant ou modifiant le marché, et qui seront notifiés préalablement à toute exécution de travaux.

1.8.2 Contrôle technique (CT)

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique relatif aux missions suivantes :

L + S + LE + P1 + VIE

Le contrôleur technique est :
En cours de désignation

1.8.3 Coordination de sécurité, protection, santé (CSPS)

La mission qui est confiée par le Maître de l'Ouvrage au Coordonnateur S.P.S. est une mission de Catégorie 02, concernant les phases conception et réalisation.

Le Coordonnateur S.P.S. est :

**ÉGLISE SAINT GERMAIN – TRAVAUX DE CONSERVATION – RESTAURATION & D'AMÉNAGEMENTS CULTURELS –
RESTAURATION PARTIES ORIENTALES**

En cours de désignation

1.8.4 Ordonnancement - Pilotage – Coordination (OPC)

En cours de désignation

1.8.5 Bureaux d'études d'exécution

La mission EXE n'est pas confiée au Maître d'Œuvre.

1.9. Sous-traitance

L'exécution d'une ou plusieurs parties des travaux peut être confiée à des sous-traitants à l'exception des tâches propres au corps d'état considéré, et sous réserve de leur acceptation préalable par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'entreprise sous-traitante sera tenue d'établir la déclaration à souscrire, conformément au règlement en vigueur à la date de l'établissement du document.

Les modalités d'acceptation, les conditions de paiement et l'agrément d'un sous-traitant sont précisées à l'article 3.6. du présent C.C.A.P.

Les prestations / tâches propres au corps d'état considéré du lot concerné ne pourront pas être sous-traitées.

Elles devront être réalisées par le titulaire ou co-traitant titulaire du marché.

1.10. Redressement ou liquidation judiciaire

Par dérogation et en complément à l'article 50.1.2. du C.C.A.G.-Travaux, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est immédiatement notifié au Maître d'Ouvrage par l'Entrepreneur titulaire du marché.

Il en va de même de tout jugement ou décision susceptibles d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.11. Unité monétaire

1.12.1 Définitions générales

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché est appelée monnaie de compte dans l'ensemble des pièces du présent dossier.

L'unité monétaire, dans laquelle chaque candidat ou sous-traitant souhaite être réglé, est appelée monnaie de règlement dans l'ensemble des pièces du présent dossier.

Le Maître de l'Ouvrage choisit comme monnaie de compte : **L'EURO.**

1.12.2 Sous-traitance

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par l'Entrepreneur titulaire au Maître de l'Ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

ARTICLE 2. : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1.1. Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes par lot – **Document daté et signé**, dont l'original conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et son annexe n°1 au C.C.A.P. relatif aux dispositions concernant la sécurité incendie dans les Monuments Historiques, dont l'original conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) contenant les prescriptions particulières, établi par le Maître d'Œuvre, dont l'original conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seul foi ;
- Le bordereau de prix global et forfaitaire (DPGF) pour les lots 01, 02 et 03 sous la forme d'un devis quantitatif et estimatif (correspondant à la soumission) décomposé par nature d'ouvrage,
- Les documents graphiques, dossiers photographiques, plans, projets, perspectives, illustrations et détails dressés par le Maître d'œuvre ;
- Le mémoire technique établi par l'Entrepreneur, compris le certificat de visite (rempli, tamponné et signé de toutes les parties) ;
- Le calendrier détaillé d'exécution établi par le Maître d'Œuvre, et signé de l'Entrepreneur, dans le cadre du délai global fixé par l'article 4.1. du présent C.C.A.P ;
- Les actes spéciaux de sous traitance et leurs éventuels actes modificatifs.
- Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toute sorte pouvant apparaître au devis quantitatif estimatif des travaux traités à prix forfaitaire ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification du prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

2.1.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres soit : ____

- Le code de la commande publique.
- Les Normes Françaises (en abrégé **NF**) ainsi que les Normes Européennes (en abrégé E.N.) homologuées, ainsi que, par défaut, les Normes Homologuées Nationales dont bénéficient les produits et/ou matériaux fabriqués à l'intérieur de la C.E., et dont le choix ne peut être écarté en application d'une disposition Supra Nationale transcrite dans le Droit National ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux institué par l'arrêté du 30 mai 2012 (J.O. N°0132 du 08/06/2012, page 9649) ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), tels qu'ils

sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 18 juin 1982 du Ministre de l'économie, et compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à la dite circulaire ;

- Les avis techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis.

Ces pièces sont réputées connues des prestataires et ne sont pas jointes au dossier de consultation.

Le prestataire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, de l'absence ou d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, de tous les textes administratifs communautaires, nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché et devra s'y conformer en tout point.

En cas de contradiction(s) et/ou de divergence(s), les pièces particulières et générales, ci-dessus référencées, prévalent :

- ***dans l'ordre de leur énumération,***
- ***sur toutes conditions générales de vente de l'Entrepreneur.***

NOTA :

Il est spécifié que seuls les documents particuliers établis par la collectivité sont délivrés aux candidats, à charge par eux de se procurer à leurs frais, les autres documents contractuels généraux visés ci-dessus, lesquels se trouvant en vente libre soit dans le commerce, soit chez leurs éditeurs respectifs.

2.1.3 Pièces indicatives

Sans objet.

ARTICLE 3. : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Soit à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- Soit à l'Entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

3.2. Tranches

Le marché est composé en deux tranches :

- **TF** (Tranche Ferme),
- **TO** (Tranche Optionnelle).

Aucune indemnité ne pourra être réclamée par l'entreprise, à quelque titre que ce soit, en cas de non-notification de l'ordre de service prescrivant d'exécuter les travaux de l'une ou de l'autre des tranches prévues.

3.3. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux.

En tout état de cause et d'une façon générale, les travaux ne devront occasionner aucune

perturbation au bon fonctionnement des services ou utilisateurs des locaux.

A cet effet, sont réputés compris dans les prix, tous les ouvrages et raccordements provisoires. Les périmètres du chantier seront clos, délimités ou surveillés, de façon à empêcher l'accès à toute personne étrangère à l'entreprise ou non autorisée.

3.3.1. Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché des lots désignés :

- Établissement du panneau de chantier avec affichage du permis de construire ou demande d'autorisation de travaux :
 - Le modèle du panneau sera transmis à l'entreprise du **lot 01** par le Maître d'Œuvre après l'accord du Maître d'Ouvrage,
 - Le panneau sera visible depuis la voie publique ; son emplacement sera, sans préjudice au respect des lois et règlements en vigueur, soumis à l'approbation préalable du Maître d'Ouvrage,
 - Fourniture et pose de ce panneau de chantier : **lot 01**
- Installation d'éclairages et de signalisations : **lot 01**
- Installations communes de sécurité et d'hygiène : **lot 01**. Par contre, chaque entreprise est responsable de sa sécurité et doit mettre en place ses propres dispositifs d'hygiène et de sécurité
- Installation d'un équipement pour réunions de chantier : **lot 01**
- Raccordement téléphone, **nécessité qu'il y ait en permanence, au moins un téléphone portable sur le chantier**
- Mise à disposition de l'eau sur le site : **lot 01**
- Le branchement électrique de chantier dans le respect des lois et réglementations en vigueur au départ de l'équipement disponible sur le site (à examiner impérativement pour faire offre) à charge du **lot 01**
- Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant ou par le compte prorata.

3.3.2 Sécurité

La proximité du site par rapport au public et autres utilisateurs, aux bâtiments contigus, impose aux entreprises de tous les lots de prendre en compte tous les moyens nécessaires afin de garantir la totale sécurité des personnes, des bâtiments et des biens limitrophes. Les travaux se dérouleront en milieu occupé et en présence de public.

3.3.3 Nettoyage du chantier

Chaque Entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. Il a notamment la charge du nettoyage et de la remise en état des installations qu'il aurait salies ou détériorées.

Conformément aux dispositions de la Réglementation sur les Déchets, les Entrepreneurs désignés pour chaque lot prendront en considération les dispositions suivantes :

- Un soin particulier sera apporté dans toutes les opérations de stockage, de manipulation et de mise en œuvre en vue de prévenir au maximum les risques de "casse" et "de chutes" ;
- Établir (document à fournir pendant la période de préparation du chantier, lot par lot) un tableau estimatif quantitatif et qualitatif des déchets avec, en regard de la catégorie de chacun, la désignation du mode réglementaire d'élimination des déchets ;
- Intégrer, poste par poste, le coût de l'élimination réglementaire des déchets selon leur nature, le Maître d'Ouvrage se réservant le droit d'en réclamer la justification à tout moment.

3.3.4. Compte prorata

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un Entrepreneur ou d'un groupe d'Entrepreneurs déterminés, les dépenses indiquées ci-après :

- Ouverture et fermeture du chantier par une personne désignée par le compte prorata ;
- Consommation d'eau, d'électricité, de gaz, de téléphone ;
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone détériorés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures, matériels mis en œuvre, détériorés, détournés et/ou dérobés dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations, des détournements et/ou des vols ne peut être identifié,
 - Les dégradations, les détournements et/ou les vols ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,
 - La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

L'Entrepreneur titulaire du **lot 01**, procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa mais il peut demander des avances aux autres Entrepreneurs.

Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés.

Lors de l'établissement des décomptes finaux, l'Entrepreneur titulaire de chaque lot devra communiquer au Maître d'Ouvrage un « quitus » le concernant vis-à-vis du compte prorata et ceci afin de procéder au solde de son marché.

Dans cette répartition, l'action du Maître d'Œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les Entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3.3.5 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des
ÉGLISE SAINT GERMAIN – TRAVAUX DE CONSERVATION – RESTAURATION & D'AMÉNAGEMENTS CULTURELS –
RESTAURATION PARTIES ORIENTALES

autres ouvrages concourant à la réalisation de l'opération faisant l'objet du présent C.C.A.P. ;

- En tenant compte des dépenses éventuelles afférentes :
 - à la présence d'un mandataire, frais de pilotage (article 9.1.2 du C.C.A.G.),
 - à la défaillance d'un sous-traitant ou co-traitant (article 9.1.3 du C.C.A.G.).
- En tenant compte des frais entraînés par l'organisation du chantier (article 3 du présent C.C.A.P.) ;
- En tenant compte des frais entraînés par la coordination et par la sécurité et l'hygiène du chantier.

3.3.5.1 Contrôle général des travaux

Le contrôle des travaux de l'ensemble du chantier sera assuré par le Maître d'Œuvre dans le cadre de sa Mission D.E.T. et sera pris en charge par le Maître de l'Ouvrage.

L'Entrepreneur n'aura donc pas à tenir compte de cet élément dans l'établissement de son prix.

3.3.5.2 Ordonnancement, pilotage et coordination

Non défini

3.3.5.3 Bureau de Contrôle

Les interventions et honoraires du Bureau de Contrôle Technique sont à la charge du Maître de l'Ouvrage.

Les frais afférents aux essais, contrôles et plans d'exécution exigés par ce Bureau de Contrôle Technique sont à la charge de l'Entrepreneur.

3.3.5.4. Assurances

Les frais d'assurances définis à l'article 9.9. du présent C.C.A.P. sont à la charge de l'Entrepreneur.

3.3.5.5. Établissement du Plan Particulier de Sécurité

Les interventions et honoraires du Coordonnateur S.P.S. sont à la charge du Maître de l'Ouvrage.

Le coordonnateur SPS rédige le PGC, mais la rédaction du PPSPS et sa validation par ce même coordonnateur SPS sont à la charge de l'Entrepreneur.

3.3.6. Approvisionnements

Il ne sera pas réglé d'acompte au titre des approvisionnements.

3.3.7. Règlement des ouvrages

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés conformément à l'article 3 de l'Acte d'Engagement du lot concerné.

3.3.8. Règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes du marché sont définies ainsi :

3.3.8.1. Forme des décomptes

Les projets de décomptes mensuels seront établis par l'Entrepreneur suivant le cadre de décomposition du bordereau de prix marché de l'Entrepreneur suivant le modèle fourni par le maître d'œuvre.

Aucun matériau ne pourra être comptabilisé en approvisionnement, selon les conditions prévues à l'article 3.3.6. ci-avant.

Les projets de décomptes seront cumulatifs, établis sur papiers à en-tête et devront être adressés au Maître d'Œuvre par voie dématérialisée sur la plateforme « Chorus Pro ». Ils comporteront les indications suivantes :

- L'objet, le numéro du marché et le numéro d'engagement financier (Numéro de commande établi par la collectivité),
- La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement,
- La situation détaillée récapitulative cumulée des travaux exécutés,
- Les travaux en plus ou en moins suivant les Ordres de Services ou les avenants signés par les contractants, conformément au 3.3.8.3. ci-après.

Les décomptes mensuels seront présentés au Maître d'Œuvre, **en un (1) exemplaire dématérialisé (informatique)** tamponné et signé, avant le dernier jour du mois considéré.

Le projet de décompte final ne sera adressé au Maître d'Œuvre, **en un (1) exemplaire dématérialisé (informatique)** tamponné et signé, qu'après la notification de la décision de réception sans réserve des ouvrages.

Leur paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

3.3.8.2. Travaux compris dans le forfait

Chaque projet de décompte fait ressortir le montant de travaux (et approvisionnement éventuel) calculés en prix de base, sans actualisation ni révision de prix et hors T.V.A.

Le montant est égal au montant total des travaux compris dans le forfait, correspondant à l'état d'avancement du chantier au dernier jour du mois pour lequel est établi le projet de décompte mensuel (mois n).

Le montant du projet de décompte mensuel est égal à la différence entre le montant cumulé au "mois n" et le montant cumulé au mois précédent (n-1).

3.3.8.3. Travaux résultant de modifications, en plus ou en moins, apportées au marché

Après sa notification, en dérogation à l'article 13 du C.C.A.G- Travaux, en cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, le marché ne peut être modifié que par avenant, sur proposition du Maître d'Œuvre et signé par les parties contractantes.

- Les travaux résultant de modifications en plus ou en moins et non prévus, pourront être réglés :
- a. Dans les cas pour lesquels le marché prévoit des prix, en appliquant les prix unitaires mentionnés dans les bordereaux de prix marché établis par l'Entrepreneur, selon les dispositions des articles 14 et 15 du C.C.A.G. - Travaux ;
 - b. Dans les cas pour lesquels le marché ne prévoit pas de prix, en faisant usage du processus des prix provisoires selon l'article 13.4 du C.C.A.G. - Travaux.

L'Ordre de Service notifiant les prix provisoires et la décomposition qui l'accompagne sont obligatoirement soumis à l'examen du Représentant du Pouvoir Adjudicateur préalablement à leur envoi à l'Entrepreneur.

Lorsque les travaux s'échelonnent sur plusieurs mois, l'Entrepreneur répartit le montant de ceux-ci sur les projets de décomptes présentés durant la période d'exécution desdits travaux au prorata de leur avancement.

A cet effet, chaque projet de décompte fera ressortir le montant calculé au prix de base dans les conditions prévues aux alinéas a) et b) ci-avant, représentant le montant des travaux exécutés au dernier jour du mois pour lequel est établi le projet de décompte (mois n).

Le montant est déterminé par simple estimation du pourcentage d'exécution des travaux.

Le montant des travaux résultant des modifications apportées au marché au cours du "mois n" est égal à la différence entre le montant du "mois n" et le montant du mois précédent (n-1).

3.3.8.4. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage

L'Entrepreneur ne pourra prétendre à aucun paiement sur approvisionnement.

3.3.8.5. Intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la Commande Publique, l'obligation de mandatement par le maître d'ouvrage est soumise au délai de **30 jours**.

Le défaut de mandatement dans le délai prescrit fait courir de plein droit des intérêts moratoires.

Ces intérêts moratoires seront calculés en référence au taux de l'intérêt légal à la date où les intérêts moratoires commencent à courir.

3.4. Mode d'évaluation des ouvrages

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît, notamment, avant la remise de son Acte d'Engagement :

- Avoir pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, etc. ;
- Avoir contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence ;
- S'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'Œuvre et auprès de tous services ou autorités compétents.

3.5. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.5.1. Prise en compte des variations des conditions économiques

Les prix ne sont ni révisables ni actualisables,

3.5.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui est noté dans l'acte d'engagement à l'article 3-1, et qui est appelé "**mois zéro**".

3.5.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national Travaux Publics **B.T référencé pour chaque lot dans l'article 3.5.6 ci-dessous** publié au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et reproduit au Moniteur des travaux publics pour l'index B.T.

3.5.4. Modalités d'actualisation des prix

Sans objet.

3.5.5. Actualisation ou révision des frais de coordination

Sans objet.

3.5.6. Modalités de révision des prix

Sans objet.

3.5.7. Révision des prix en cas de dépassement du délai contractuel

Sans objet.

3.5.8. Actualisation ou révision provisoire

Sans objet

3.5.9. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Le montant des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5.10. Dernier index de révision

Sans objet

3.6. Règlement des prestations objet du marché : Paiements du titulaire, des co-traitants et des sous-traitants

3.6.1. Désignation du sous-traitant en cours de marché

Sous réserve des dispositions de l'article 1.9 du présent C.C.A.P., il est précisé que l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de tous les sous-traitants doivent être demandés par écrit à l'appui de l'offre.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et par l'Entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché, en application de l'article 50.3.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'avenant ou l'acte spécial.

L'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- Les modalités de calcul et de versements des avances et acomptes,
- La date (ou le mois) d'établissement des prix,
- Les modalités d'actualisation des prix,
- Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses,
- Le comptable assignataire des paiements,
- Le compte à créditer, si le sous-traitant est payé directement.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, l'Entrepreneur titulaire doit joindre, en sus de l'Acte Spécial :

- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L-324.9, L-324.10, L-341.6, L-125.1 et L-125.3 du Code du Travail.
- Pour les entreprises d'au moins 20 salariés : suite à la loi n° 2005.102 (article 29), le candidat doit fournir une attestation sur le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés mentionnés à l'article L 323.1 du Code du Travail.

3.6.2. Modalités de paiement direct

Si plusieurs Entrepreneurs sont chargés solidairement de l'exécution d'un ou plusieurs lots, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des Entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement à partir de la partie du décompte assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, la signature du projet de décompte par le titulaire vaut, pour chacun des dits sous-traitants, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie ou projet de décompte afférent à la part des prestations qui lui est assigné.

Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- Il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte ;
- Il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant les stipulations du marché ;
- Pour les sous-traitants d'un Entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des Entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclus la T.V.A. ;
- Si l'Entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit signer également l'attestation ;
- Le mandataire du groupement d'entreprises conjointes et l'Entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance précisent, le cas échéant, à l'appui du projet de décompte, les raisons pour lesquelles ils n'ont pas retenu les sommes proposées par l'Entrepreneur membre du groupement ou par le sous-traitant.

3.6.3. Présentation des demandes de paiement

Conformément aux dispositions relatives à la facturation électronique (articles L2192-1 à L2192-7 du Code de la commande publique), les entrepreneurs devront utiliser le portail sécurisé Chorus Pro de l'État pour envoyer leurs factures via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Si une facture est transmise en dehors de ce portail, cette dernière sera rejetée.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures devront rappeler les références du marché, indiquer la date d'exécution et donner le détail des prestations effectuées.

Elles seront accompagnées de l'attachement s'y rapportant pour examen contradictoire entre le titulaire et le maître d'ouvrage et/ou son représentant puis validation ou mise au point.

Les factures accompagnées des justificatifs sont adressées au maître d'ouvrage émetteur du bon de commande via le portail **CHORUS PRO** en précisant :

- le n° d'engagement ;
 - le numéro de marché
 - le numéro SIRET du maître d'ouvrage :
- Siret de la commune de Valravillon : **20005574700014**

Dans le cadre de la dématérialisation de la facture, le titulaire s'engage à vérifier le paramétrage mis en place par la personne publique pour s'assurer du bon fonctionnement de la transmission de cette dernière.

ARTICLE 4. : DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES

4.1. Délai(s) d'exécution des travaux

4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé à l'Acte d'Engagement.

Le délai global d'exécution des travaux est de **40 semaines**, y compris la phase des opérations préalables à la réception (OPR).

Le délai ne comprend pas la période de préparation de **8 semaines** définie à l'article 8.2. ci-après.

Il est précisé, pour l'application de l'article 18.1.1 du C.C.A.G. - Travaux, que le délai d'exécution des travaux stipulé ci-dessus est indépendant de la période de préparation (voir article 8.2 du présent C.C.A.P.), en ce sens que son point de départ peut se situer à l'intérieur ou à l'extérieur de cette période.

La notification du marché vaudra, pour chaque lot, **ordre de service n°1 de démarrage de la période de préparation** ; date pouvant intervenir à partir de **Aout 2025**.

Le délai contractuel de la période de préparation des travaux commencera à courir à la date de notification du marché.

Les congés payés sont compris dans le délai.

Les intempéries sont comprises dans le délai contractuel.

Toutefois, elles pourront faire l'objet d'une prolongation du délai, selon article 4.1.4 ci-dessous sur présentation de justificatifs (relevés officiels de Météo France), dans le cas de circonstances entraînant un décalage du planning général des travaux.

Le délai englobe également le repliement du matériel et le nettoyage des lieux.

Le délai est fixé conformément au calendrier prévisionnel d'exécution, mis au point par le Maître d'Œuvre dans le cadre de sa mission OPC, pendant la période de préparation.

4.1.2. Planning détaillé d'exécution

Le planning détaillé d'exécution des travaux est élaboré par le Maître d'Œuvre, après consultation de l'Entrepreneur titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Après acceptation par l'Entrepreneur, le planning détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'Œuvre à l'approbation du Représentant du Pouvoir Adjudicateur dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation définie au 8.2 ci-après.

Le planning détaillé d'exécution, éventuellement modifié comme il est indiqué ci-dessus, est alors **notifié par un ordre de service n°2**, à chaque Entrepreneur.

Le délai contractuel d'exécution des travaux commence à courir à la date d'effet de l'Ordre de Service.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le Maître d'Œuvre peut modifier le planning détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution.

Ce délai englobe le repliement du matériel et le nettoyage des lieux ; l'Entrepreneur faisant son affaire pour terminer la totalité des travaux qui lui sont impartis dans le délai maximal.

L'Entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution des travaux, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect de délais globaux qui lui sont impartis.

Il devra éventuellement s'organiser pour maintenir sur le chantier un effectif suffisant durant toute la période estivale.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des travaux, le Maître de l'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Œuvre ou de l'O.P.C, mettre en demeure l'Entrepreneur d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines.

4.1.3. Prolongation du/des délai(s) d'exécution

L'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de **10 (dix) jours**, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires, permettant au Maître d'Œuvre de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doivent être fournies par l'Entrepreneur.

4.1.4 Intempéries

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'Entrepreneur doit signaler, au jour le jour, au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, les journées qui répondent aux dispositions de la loi n°46-2299 du 21 Octobre 1946 afin qu'un procès-verbal de constatation soit rédigé sur place.

Si la règle ci-dessus n'est pas observée, les journées d'intempéries ne seront pas comptabilisées dans le décompte général du délai d'exécution.

Le décompte des journées d'intempéries, s'il y a lieu, sera consigné chaque semaine sur le procès-verbal de chantier.

Il est précisé, pour le calcul des jours d'intempéries, que seuls les relevés de la station météo locale, couvrant la ville d'Auxerre, font référence dans la détermination des intempéries.

Ces relevés s'appliquent uniquement aux lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi (les jours fériés et les congés de fin de semaine sont exclus).

Il pourra y avoir intempérie, selon le lot considéré :

- lorsque la température sera égale ou inférieure à **0°** à 9 heures, la journée entière sera alors comptée,
- lorsque la vitesse maximale instantanée du vent sera égale ou supérieure à **72 km/h** entre 6 heures et 18 heures, une demi-journée d'intempéries sera alors comptée,
- lorsque les précipitations seront égales ou supérieures à **3 mm**, pendant une durée égale ou supérieure à **4 heures** entre 6 heures et 18 heures, une journée totale d'intempéries sera alors comptée.

Les intempéries de froid pourront être décomptées pendant toute la durée du chantier.

Les intempéries de pluie pourront être décomptées jusqu'à la fin du clos / couvert (étanchéité à l'eau et à l'air / vitrage) et pendant les périodes de réalisation de façades.

Les intempéries de vent pourront être décomptées jusqu'au démontage de la grue, s'il y a lieu, après fin de la structure et pendant la période de ravalement de façade.

4.1.5. Phénomènes naturels

Par dérogation à l'article 17.3 du C.C.A.G Travaux, les phénomènes naturels ne pourront, en aucun cas, donner lieu à une indemnisation par le Maître d'Ouvrage.

4.2. Pénalités

Toutes les pénalités listées ci-dessous pourront être précomptées sur les situations de travaux.

Leur détail sera transmis à l'entreprise pour information.

Leur application définitive ou leur mainlevée éventuelle sera confirmée au moment de l'établissement du décompte général et définitif des travaux.

Sans préjudice à l'application des dispositions légales et réglementaires générales, **toutes les pénalités sont cumulatives** à l'exception des pénalités appliquées pour effectif insuffisant, qui seront absorbées par les pénalités pour dépassement du délai d'achèvement.

Les pénalités sont **encourues du simple fait de la constatation du retard, des absences ou des infractions**, lors des phases préparatoire ou d'exécution des travaux, par l'OPC, le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage.

Elles seront alors notées au CR de réunion de chantier.

En l'absence de précision, les pénalités journalières s'entendent **par jour calendaire**.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G. - Travaux, les pénalités prévues s'appliqueront sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G. - Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités qui seront dues dès le premier euro.

4.2.1. Pénalités pour retard ou absence

Par dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G Travaux, le plafond de pénalité est porté à 30 % du montant total hors taxe du marché du titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.3, l'entrepreneur subira alors :

- **par jour calendaire de retard** dans l'achèvement des travaux, une pénalité d'un montant minimum forfaitaire de **100 € H.T. ou l'application d'une pénalité de 1/1000ème du montant total HT de son marché.**

Pour l'application des pénalités de retard dans l'exécution des travaux, le nombre de jour à prendre en compte est l'écart entre la date retenue pour l'achèvement des travaux (selon la notification de réception) et celle de fin du délai contractuel selon article 8.1 du présent CCAP.

- **par absence ou retard** de l'Entrepreneur ou de son représentant dûment mandaté à **une réunion** par le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre :

Une pénalité de **150 € H.T./absence**

Une pénalité **de 50 € H.T./retard** (sauf excuse notifiée avant l'heure fixée ou sur excuses justifiées pour cas de force majeure).

Cette pénalité est applicable pendant la période de préparation et pendant tout le délai d'exécution, y compris les OPR.

- **par jour ouvrable** dont l'effectif, que l'Entrepreneur s'est engagé à garantir sur le chantier, n'est

pas respecté, une pénalité de **100 € H.T./ jour constaté**.

En complément de l'article 19.2.3 du C.C.A.G Travaux, le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence et de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées, donne le droit au Maître de l'Ouvrage d'exiger de l'Entrepreneur, responsable du retard, la constitution immédiate d'une **provision de pénalité** qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte.

Le **montant de la provision** est alors calculé à raison de **1/1000ème du montant total HT** de son marché **par jour calendaire de retard**.

Lorsque à la suite d'une première constatation de retard, **une provision est constituée** dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, **réduit ou augmenté** selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'entrepreneur.

La **constatation du retard** est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning d'exécution ; la date d'origine de ce dernier étant prise égale à celle prescrite pour le commencement des travaux.

Pour chaque phase de travaux, en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase.

4.2.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Après exécution des travaux objet du présent marché, l'Entrepreneur aura à sa charge et devra prévoir le nettoyage général et la remise en état des lieux mis à sa disposition, aussi bien à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur et aux abords.

Dans l'éventualité où une prolongation de délais serait accordée, le délai nécessaire au repliement des installations et la remise en état sera inclus dans cette prolongation de délais.

Il est rappelé que les délais contractuels impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme **retard dans l'achèvement des travaux** et il sera alors procédé à l'application des pénalités prévues.

4.2.3. Pénalités pour non remise de documents avant ou pendant l'exécution

En cas de retard dans la remise de documents dûment demandés (PPSPS, plans, détails de calculs, Procès Verbaux, fiches techniques, échantillons, projets de décompte, DOE, Attestations d'assurances responsabilité civile & décennale en cours de validité à chaque début de nouvelle année calendaire soit avant le 31 janvier de l'année N+1 durant la vie du marché,...) à fournir pendant les phases préparatoire, d'exécution des travaux et de réception (OPR), une pénalité égale à **100 € h.T. par jour calendaire** de retard et **par document** sera appliquée à l'Entrepreneur.

Si le retard est dû par l'incidence d'autres lots, la pénalité ne s'appliquera pas si l'Entrepreneur en a averti la Maîtrise d'œuvre au moins 3 jours ouvrés avant l'échéance.

4.2.4. Pénalités appliquées pour inobservation d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs

En cas d'inobservation par l'Entrepreneur ou son sous-traitant d'une obligation concernant **la santé ou la sécurité des travailleurs**, une pénalité égale à **200 € h.T. par manquement ou par jour calendaire de retard** sera appliquée, du simple fait de sa constatation par le Maître d'Ouvrage ou le Coordonnateur SPS, sur les sommes dues à l'Entrepreneur, sans préjudice du recours éventuel du Maître de l'Ouvrage auprès des organismes ou administrations de contrôle.

4.2.5. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

Dans le cadre des opérations de réception, pour le cas où les réserves ne seraient pas levées dans le délai fixé au procès-verbal, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer sans préavis une pénalité d'un montant minimum forfaitaire de **100 € h.T. ou l'application d'une pénalité de 1/1000ème du montant total HT de son marché par jour calendaire de retard.**

4.2.6. Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt :

Une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

4.2.7. Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

Une pénalité de retard égale à **500 € H.T.** (cinq cents euros) par jour calendaire de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article Assurances ci-dessous.

4.3. Prime pour avance

Aucune prime pour avance n'est prévue.

ARTICLE 5. : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1. Retenue de garantie

L'Entrepreneur titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % du marché initial toutes taxes comprises augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

Le Maître d'Ouvrage n'acceptera pas de caution personnelle et solidaire.

5.2. Avance

Il sera fait application des dispositions de l'article R. 2191-3 du Code de la Commande Publique.
Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2391-4 du code de la commande publique, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2351-12, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Les avances seront versées sous réserve de la production d'une garantie à 1ère demande ou caution bancaire garantissant la totalité du montant de l'avance.

Par dérogation à l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance forfaitaire débutera lorsque le montant des prestations aura atteint ou dépassera 70 % du montant toutes taxes comprises du marché, et ce, sans linéarité (en une fois).

Conformément à l'article R2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 70 % du montant toutes taxes comprises du marché.

5.3. Approvisionnements

Selon l'article 3.3.6 du présent C.C.A.P., il ne sera pas réglé d'acompte au titre des approvisionnements.

ARTICLE 6. : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

L'Entrepreneur a toujours le choix de proposer des matériaux ou matériels techniquement équivalents à la condition que les articles proposés en remplacement de ceux prévus par le C.C.T.P. soient de même qualité, de même durabilité et d'un aspect très voisin.

Il est cependant spécifié que l'appréciation de l'équivalence des matériaux, produits ou fabrications de remplacement revient au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre et qu'en tout état de cause, l'Entrepreneur sera toujours tenu d'exécuter les ouvrages selon le terme du C.C.T.P., l'offre étant réputée avoir été faite dans cette hypothèse.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Dans le cadre de la phase préparatoire aux travaux, les Entrepreneurs pourront être amenés à réaliser un (ou des) prototype (s).

Cette prestation de fabrication, de mise en œuvre et d'utilisation, pendant une période déterminée, permettra un jugement in situ des critères de qualité et de performances des matériaux par rapport aux contraintes du C.C.T.P.

6.3.1. Compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. Travaux et du C.C.T.G

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Œuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont exécutées par un laboratoire ou une entreprise agréée pour les contrôles et essais.

6.3.2. Vérification et surveillance

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'Entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Œuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont exécutées par l'Entrepreneur.

6.3.3. Essais et vérifications complémentaires

Le Maître d'Œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'Entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de

- bordereau ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

Dans le cas où les essais et vérifications ne seraient pas concluants, outre le fait que l'Entrepreneur devra lever les réserves correspondantes, la réalisation d'essais et de vérifications supplémentaires sera totalement à sa charge.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7. : IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

Voir dispositions particulières du C.C.T.P.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, encastrés ou enterrés

Voir dispositions particulières du C.C.T.P.

ARTICLE 8. : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Pendant la période de préparation, le calendrier prévisionnel d'exécution établi par le Maître d'Œuvre, sera mis au point en accord avec l'Entrepreneur.

Ce calendrier prévisionnel d'exécution sera revêtu d'une mention d'approbation par l'Entrepreneur et servira de cadre pour l'application éventuelle des pénalités de retard telles que prévues à l'article 4.2. du présent C.C.A.P.

8.2. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation, sa durée est portée dans l'Acte d'Engagement.

Par dérogation de l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, la période de préparation n'est pas comprise dans le délai global d'exécution des travaux et a une durée de **8 semaines**.

Les obligations à satisfaire par l'Entrepreneur pendant la période de préparation ne faisant pas obstacle à l'exécution de certains travaux, le délai contractuel d'exécution commence à courir à la notification du marché ou à la date fixée par l'Ordre de Service prescrivant de commencer l'exécution des travaux, même si cette date se situe à l'intérieur de la période de préparation.

8.2.1. Opérations et établissement des documents

Il est procédé, principalement, au cours de cette période de préparation, aux opérations et à l'établissement des documents ci-après (liste non exhaustive) :

- Mise au point avec l'Entrepreneur du calendrier prévisionnel d'exécution (article 8.1 du présent document),
- Établissement et présentation au visa du Maître d'Œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier prévus aux CCTP et au PGC/SPS,

- Réalisation du plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS), prévu par l'article 28.3. du C.C.A.G. (conformément aux dispositions du code du Travail) , analyse du P.P.S.P.S. par le Coordonnateur S.P.S.,
- Établissement et présentation au visa du Maître d'Œuvre des plans d'exécution des ouvrages, des plans d'atelier et de chantier, des notes de calculs et des études de détails nécessaires pour le début des travaux.

Ces opérations et documents sont établis conjointement entre le Maître d'Œuvre, le Coordonnateur S.P.S. et l'Entrepreneur.

Les documents établis par l'Entrepreneur au cours de la période de préparation des travaux doivent être soumis au visa du Maître d'Œuvre **quinze (15) jours** au moins avant tout début d'exécution.

8.2.2. Bureau de chantier

Il sera dû, par l'Entrepreneur du **lot 01**, au titre de l'installation de chantier, d'y assurer l'éclairage, le chauffage, l'équipement en mobiliers en nombre suffisant, l'entretien et la fermeture des locaux.

Il devra en outre être équipé d'un téléphone raccordé au réseau (au minimum un téléphone portable en permanence), à la charge de l'Entrepreneur. Ces installations seront soumises au contrôle du C.S.P.S.

8.2.3. Panneau de chantier

Pendant la période de préparation, l'Entrepreneur du **lot 01** fournit et pose un panneau de chantier conforme au C.C.T.P., après visas du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

8.3. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail

8.3.1. Pour tous les travaux

Aux dates arrêtées lors de la période de préparation de chantier, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'Entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes au visa du Maître d'Œuvre et à l'approbation du Contrôleur Technique.

Ces derniers doivent les retourner à l'Entrepreneur avec leurs observations éventuelles, au plus tard, **quinze (15) jours** après leur réception.

Pendant la période de préparation, et au moins **quinze (15) jours avant tout début d'exécution**, l'Entrepreneur doit établir et communiquer au Maître d'Œuvre :

- Les détails d'exécution,
- Les études et plans spécifiques à ses ouvrages.

Il est précisé que l'ensemble de ces études est à la charge de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur prend toute responsabilité des calculs relatifs à ses ouvrages, le Maître d'Œuvre ne contrôlant que la conformité architecturale avec le projet.

L'Entrepreneur s'engage à communiquer au Contrôleur Technique, dans les délais suffisants, toutes les études techniques, les calculs, les dossiers d'exécution, etc. et ce, sur simple demande du Maître d'Œuvre, et à se soumettre sans restriction aux observations et instructions émanant du Contrôleur Technique.

Ces documents établis ou non par l'Entrepreneur, ne peuvent en aucune façon modifier le marché.

Ils sont soumis au Maître d'Œuvre au fur et à mesure des besoins, et sauf dérogation expresse, au moins **quinze (15) jours** avant la mise en retour prévue ci-dessus afin qu'il puisse les contrôler et les rectifier s'il y a lieu, avant de les approuver.

Le fait de cet accord ne peut, en aucune façon, relever l'Entrepreneur de son obligation de respecter les clauses de son marché.

En tout état de cause, tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux des éléments porteurs de la construction, sont remis dans un délai de **quinze (15) jours** suivant la date fixée par l'Ordre de Service prescrivant le commencement des travaux.

8.4. Prototype

Les prototypes dont la production est prévue par le C.C.T.P. sont à fabriquer et à mettre en œuvre par l'Entrepreneur dans le cadre de son offre.

Les emplacements et les délais de mise en œuvre sont spécifiés dans les documents du présent dossier de consultation.

Les prototypes feront l'objet, durant la période entre leur installation et la décision arrêtant le choix du Maître d'Ouvrage, d'un usage normal destiné à juger de leur pérennité.

Dans la cadre du marché passé avec l'Entrepreneur, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Contrôleur Technique pourront lui demander des adaptations techniques ou esthétiques par rapport au prototype choisi.

Ces adaptations, visant à l'amélioration de l'ouvrage, devront être arrêtées en concertation avec l'Entrepreneur adjudicataire.

Les droits suivants sont cédés à titre exclusif à la commune d'Auxerre pour le monde entier et pour une durée de 20 ans à partir de la notification du marché :

- Le droit de reproduire tout ou partie des prestations objets du présent marché par tout moyen et tout support connu ou inconnu à ce jour et notamment sur :
 - Le droit de représenter tout ou des prestations objets du présent marché par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, et notamment par communication direct au public, voie hertzienne, câble, satellite, Internet...
 - Le droit d'adapter tout ou partie des prestations objets du présent marché, c'est-à-dire de les modifier au gré de la Ville d'Auxerre dans le but de répondre à ses objectifs et dans la limite du droit moral de l'auteur telle que prévue à l'article 6 bis de la Convention de Berne du 9 septembre 1886.

Ce droit comporte la possibilité de modifier les œuvres, de les faire évoluer, de leur adjoindre tout élément nouveau ou de supprimer certains éléments de l'œuvre.

Il comporte aussi la possibilité de les utiliser totalement ou partiellement pour créer une des œuvres composites nouvelles ou d'y incorporer tout élément d'une ou de plusieurs œuvres préexistantes dont la Ville d'Auxerre détiendrait les droits.

8.5. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.6. Organisation, mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Il appartiendra à l'Entrepreneur de se procurer les autorisations nécessaires à l'organisation de son chantier.

ÉGLISE SAINT GERMAIN – TRAVAUX DE CONSERVATION – RESTAURATION & D'AMÉNAGEMENTS CULTURELS – RESTAURATION PARTIES ORIENTALES

En cas d'accident de travail dans le cadre du chantier, l'Entrepreneur aura l'obligation d'informer le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS, dans un **délai maximum de 24 heures** afin de permettre l'amélioration de la prévention sur le chantier.

Le P.G.C - S.P.S. fait apparaître les emplacements qui, en dehors de l'emprise proprement dite de l'opération, sont mis gratuitement à la disposition de l'Entrepreneur, en tant que de besoin, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels, matériaux et terres à réemployer. Lesdits emplacements doivent être remis en état par l'Entrepreneur à la fin des travaux et avant l'expiration du délai d'exécution.

Les voies et réseaux divers existants sur le terrain sont mis à la disposition de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux et, à l'issue des travaux, seront restitués par l'Entrepreneur dans l'état où ils étaient lorsqu'ils ont été mis à sa disposition.

L'entretien et la réparation des ouvrages et emplacements mis à disposition, doivent être effectués par des Entrepreneurs qualifiés.

Les dépenses relatives à l'entretien et à la mise en l'état des voiries et réseaux divers fournis par le Maître de l'Ouvrage sont à la charge de l'Entrepreneur auquel incombent les dépenses d'établissement et d'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires au chantier, tel que défini à l'article 3.3.4. ci-avant.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite spéciale du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage.

Les emplacements de chantier ou locaux mis à la disposition de l'entreprise devront obligatoirement être remis en état par l'Entrepreneur et à sa charge à la fin des travaux, avant l'expiration du délai d'exécution.

8.7. Intervention du coordonnateur SPS

L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions et mesures particulières nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et protection de la santé. Il doit notamment donner suite aux consignes formulées par le Coordonnateur S.P.S. en phase de réalisation.

En cas d'urgence ou de danger, et en l'absence du Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur S.P.S. se substitue à celui-ci pour exercer lesdits pouvoirs et notamment arrêter le chantier et faire prendre à l'Entrepreneur les mesures conservatoires qu'il juge nécessaire.

L'Entrepreneur est tenu de réaliser un Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) qu'il remettra au Coordonnateur S.P.S. sous **TRENTE (30) JOURS** à compter de la date de notification du marché par le Maître d'Ouvrage. La mise en conformité du P.P.S.P.S. selon le Plan Général de Coordination S.P.S. sera réalisée par le Coordonnateur dans un délai de **QUINZE (15) JOURS** à compter de la remise des P.P.S.P.S.

Sur le chantier, l'Entrepreneur est tenu à la stricte application des textes suivants et notamment :

1. Le titre III (Hygiène, Sécurité, et Conditions de Travail) du livre II (Réglementation du Travail) du Code du Travail (articles L 230 à L236 du Code du travail) ;
2. Loi n°93.1418 du 31.12.1993 (modification du Code du Travail applicable aux opérations de bâtiment et génie civil en vue de protéger la santé des travailleurs) et ses textes d'application (notamment décrets n°94.1159 du 26.12.1994, n°95.543 du 04.05.1995, n°95.607 du 06.05.1995, n°95.608 du 06.05.1995).

En particulier et de façon non exhaustive, l'Entrepreneur devra :

1. Respecter pour lui-même l'ensemble des obligations de sécurité définies par les textes ;
2. Faire respecter à ses sous-traitants ces mêmes obligations de sécurité, (conformément à l'article R238.9 du Code du Travail) ;
3. Faciliter l'intervention du Coordonnateur de Sécurité (article L235.5 du Code du travail) ; à cette fin, l'Entrepreneur désignera expressément un interlocuteur permanent du CSPS;

4. Rédiger et transmettre au Coordonnateur le Plan de Sécurité et de Protection de la Santé (articles R238.26 à 238.36). En aucun cas l'Entrepreneur ne pourra être autorisé à intervenir sur le chantier avant approbation de ce Plan par le Coordonnateur SPS ;
5. Communiquer au Coordonnateur SPS tous les éléments nécessaires à l'élaboration du Dossier d'Interventions Ulérieures sur les Ouvrages (DIUO) rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures (plans, notes techniques, etc.) ;
6. Répondre par écrit, avec copie au Maître d'Ouvrage, à toute observation du CSPS ;
7. Participer à la visite préalable du chantier obligatoire avec le Coordonnateur SPS.

En cas d'urgence ou de risque sérieux qui serait du fait de l'Entrepreneur, le Coordonnateur SPS est expressément habilité par le Maître d'Ouvrage à faire prendre (en liaison avec le Maître d'Œuvre) toute mesure immédiate qui s'imposerait (arrêt de travaux, mesures de prévention, ...), au frais le cas échéant de l'Entrepreneur concerné.

En cas de manquement de la part de l'Entrepreneur vis-à-vis de ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité d'alerter les autorités administratives de contrôle.

Tout retard dans le déroulement des travaux dû à un retard, pour l'Entrepreneur, dans la remise des documents obligatoires en matière d'hygiène et de sécurité (notamment plan de sécurité) ou dans l'accomplissement de ses obligations en la matière (visite préalable...) lui sera imputé dans le cadre du calcul des pénalités de retard visé à l'article 4.2 du présent C.C.A.P.

8.8. Rendez-vous de chantier - convocation de l'Entrepreneur

Le terme "rendez-vous de chantier" est pris dans un sens large et s'applique aussi aux rendez-vous qui ont lieu pendant la période de préparation.

L'Entrepreneur, accompagné s'il y a lieu de son sous-traitant **est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier** chaque fois qu'il y est requis ou d'y déléguer un représentant ayant pouvoir pour engager l'Entrepreneur et de donner sur-le-champ les ordres nécessaires aux agents de l'Entrepreneur présents sur le chantier.

La présence de l'Entrepreneur convoqué aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la bonne marche des travaux, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'Entrepreneur défaillant, et mention du fait est portée sur le compte-rendu de la réunion de chantier.

L'Entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

Conformément à l'article 4.2. du présent C.C.A.P., **une pénalité est prévue pour absence ou retard** à un rendez-vous de chantier où l'entrepreneur a été convoqué.

Le rendez-vous de chantier sera périodique, le jour en sera fixé par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre pendant la période de préparation et porté à la connaissance de l'Entrepreneur. Le rythme de ces rendez-vous sera hebdomadaire ou bi-hebdomadaire selon la nécessité.

Sur l'initiative du Maître d'Œuvre, des réunions exceptionnelles pourront être organisées en complément du rendez-vous périodique.

L'enregistrement de ces réunions de chantier se fera selon la procédure suivante :

- Rédaction d'un compte-rendu par le Maître d'Œuvre à chaque rendez-vous de chantier,
- Envoi de ce compte-rendu à tous les participants, l'Entrepreneur compris, par le Maître d'Œuvre,
- Prise en compte immédiate des instructions portées à ce compte-rendu qui ont valeur d'ordre pour l'Entrepreneur, toute suite devant y être donnée à la diligence du responsable du chantier.

ARTICLE 9. : CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les vérifications et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou du C.C.T.P. sont assurés par le Bureau de Contrôle désigné par le Maître d'Ouvrage. Les essais sont à la charge de l'Entrepreneur.

9.2. Réception des travaux

Dans le cas où le procès-verbal des opérations préalables à la réception contiendrait des réserves, le Maître d'Œuvre délivre à l'Entrepreneur un exemplaire accompagné de la liste des réserves.

Le Maître d'Œuvre fixera le délai dans lequel ces travaux de réserves devront être exécutés, délai qui par dérogation au CCAG Travaux (art 41.6) ne devra **en aucun cas excéder 1 mois**.

Dans le cas où les réserves ne seraient pas levées dans le délai fixé au procès-verbal, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit :

- D'appliquer sans préavis les pénalités prévues à l'article 4.2 du présent CCAP,
- D'adresser une mise en demeure conformément à l'article 52 du CCAG Travaux.

9.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Selon besoin, il pourra être appliqué l'article 42 du C.C.A.G. - Travaux relatif à la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il est fait application de l'article 43 du C.C.A.G. - Travaux.

Dans le cadre de travaux pouvant être exécutés dans des locaux accessibles au public, l'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la sécurité, éviter toutes nuisances publiques, et éviter toutes perturbations dans les locaux occupés pendant les travaux.

Il sera dû par l'Entrepreneur, toutes les protections, clôtures, palissades et balisage de manière à assurer la sécurité et la protection du personnel et du public en leurs interdisant l'accès aux zones restant en chantier.

Les frais de consommation seront alors réglés par le compte prorata.

Pendant une période d'intempérie, sur avis favorable du Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage pourra prescrire ou autoriser la mise en service des installations de chauffage dans le but notamment :

- De garantir la bonne exécution intérieure du second œuvre,
- De permettre la livraison anticipée du bâtiment.

Dans ce cas, il sera établi un ordre de service pour la mise en service des installations avant réception.

9.5. Documents fournis à l'achèvement des travaux

L'Entrepreneur devra remettre au Maître d'Œuvre tous les documents prévus à l'article 40 du CCAG travaux et en particulier :

- Plans et détails de fabrication des ouvrages réalisés ;
- Détails de mise en œuvre des ouvrages ;
- Plans de récolement ;
- Nomenclature des matériaux et matériels utilisés ;
- Avis techniques et agréments des matériels et matériaux utilisés ;
- Fiches techniques et notices relatives à l'entretien et à la maintenance des matériels et matériaux utilisés ;
- Procès-Verbaux de réaction ou de tenue au feu des matériels ou matériaux utilisés, accompagnés

de leur attestation de mise en œuvre.

L'Entrepreneur devra obligatoirement remettre au Coordonnateur S.P.S., tous les documents et renseignements nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (D.I.U.O).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'Entrepreneur, il sera appliqué une pénalité conformément à l'article 4.2 du présent C.C.A.P.

En complément des dispositions prévues à l'article 41 du C.C.A.G Travaux, l'Entrepreneur devra fournir, au plus tard le jour de la réception, en sept exemplaires papiers (1 exemplaire au MOE + 1 ex au CSPS+1 ex au CT + 3 ex au MOA) et 1 exemplaire au format informatique sur CD ou clef USB du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et une documentation technique complète sur les ouvrages exécutés par lui, soit :

- Toute notice de fonctionnement et d'entretien, traduite en langue française, s'il y a lieu,
- La liste des appareils de type spécial et de certaines de leurs pièces en vue de leur remplacement éventuel, indiquant la désignation exacte ainsi que le nom et l'adresse des fournisseurs.

9.6. Certificats d'Économie d'Énergie

Sans objet

9.7. Délais de garantie

Le délai de garantie est fixé par l'article 44.1 du C.C.A.G. - Travaux.

Le délai de garantie, ne faisant l'objet d'aucune stipulation particulière, est fixé à **un (1) an** à compter de la date d'effet de la réception.

Il pourra être prolongé par décision du Maître de l'Ouvrage, si à expiration du délai décrit ci-avant, l'Entrepreneur n'a pas satisfait aux clauses de son marché, et notamment à la levée d'éventuelles réserves figurant au procès-verbal de réception des travaux ou de défauts apparus au cours de ce délai.

9.8. Garanties particulières

Dans le cas où l'Entrepreneur emploierait un procédé de construction ou des matériaux considérés comme non traditionnels, il devra s'assurer que ceux-ci ont fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. accepté par les commissions techniques de l'ARCES, du GABAT, et du GAFNIC et qu'ils sont couverts par une police d'assurance conforme à la législation en vigueur.

Dans le cas contraire, l'Entrepreneur s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre contre la mauvaise tenue de (ou des) matériau(x) et fourniture(s) pendant les délais mentionnés aux articles 1792 et suivants du Code Civil à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'Entrepreneur dans le cas où, pendant ces délais, la tenue du (ou des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le(s) remplacer à ses frais, et sur simple demande du Maître d'Ouvrage par des matériaux traditionnels agréés selon l'alinéa 1 du présent article.

9.9. Assurances

En dérogation avec l'article 8.1.3 du CCAG travaux, à l'appui de sa candidature et dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification du marché, l'Entrepreneur et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil ;

- d'une police d'assurance couvrant la garantie décennale

En cas de retard dans la transmission des attestations, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité de retard dans les conditions définies par ce présent C.C.A.P.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne peut avoir lieu, sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'Entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-dessus, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 52 du C.C.A.G. Travaux, de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'Entrepreneur.

Le titulaire est responsable des dommages causés aux tiers du fait de la préparation ou de l'exécution des travaux (dommages connus mais aussi non connus / visibles) au moment de la réception des travaux , et il est tenu de garantir le Maître d'ouvrage, même après la réception des travaux et l'établissement du décompte général et définitif.

ARTICLE 10. : DÉLAI DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Il sera appliqué le délai maximum de paiement prévu à l'article L. 2192-10 du Code de la Commande Publique.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **8 points**.

Il sera fait application des dispositions des articles L. 2191-1 à L. 2191-8 du Code de la Commande Publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

ARTICLE 11. : REGLEMENT DE DIFFERENTS ET LITIGES

La solution amiable est à privilégier.

Toutefois en cas de litige qui ne pourra pas être résolu de façon amiable :

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations soit :

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON

ARTICLE 12. : RESILIATION - INTERRUPTION DES TRAVAUX

Les dispositions des articles 49 à 54 du C.C.A.G. - Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute les dispositions suivantes :

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;

ÉGLISE SAINT GERMAIN – TRAVAUX DE CONSERVATION – RESTAURATION & D'AMENAGEMENTS CULTURELS – RESTAURATION PARTIES ORIENTALES

ARTICLE 13. : FORCE MAJEURE

Si, en raison de force majeure, il y a impossibilité d'exécuter les obligations du marché, les parties conviennent qu'elles mettront tout en œuvre pour empêcher que les retards dans l'exécution n'aient des conséquences économiques.

La partie affectée par le cas de force majeure s'engage à informer l'autre partie, dans les plus brefs délais.

ARTICLE 14. : AVENANTS OU ACTES MODIFICATIFS

Par dérogation à l'article 13 du C.C.A.G. -Travaux toute prestation supplémentaire ou modificative fera l'objet d'un avenant ou d'un acte modificatif unilatéral établi par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15. : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- **pour le C.C.A.G. – Travaux :**
 - Dérogation à l'article 50.1.2 apportée par l'article 1.10 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 4.1 apportée par l'article 2.1 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 13 apportée par l'article 3.3.8.3 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 8.1.3 apportée par l'article 9.9 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 10.6. apportée par l'article 3.2 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 17.3 apportée par l'article 4.1.5 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 19.2.2 apportée par l'article 4.2.1 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 19.2.3 apportée par l'article 4.2.1 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 19.2.4 apportée par l'article 4.2 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 19.2.1 apportée par l'article 4.2 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 28.1 apportée par l'article 8.2 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 41.6 apportée par l'article 9.2 du C.C.A.P.
 - Dérogation à l'article 13 apportée par l'article 14 du C.C.A.P.
- **pour le code de la commande publique :**
 - Dérogation à l'article R2191-11 apportée par l'article 5.20 du C.C.A.P.

Annexe n° 01 au CCAP : DISPOSITIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES MONUMENTS HISTORIQUES

I. Généralités

Les travaux effectués dans les Monuments Historiques constituent un risque supplémentaire d'incendie qui doit être pris en compte et faire l'objet d'une attention particulière. Il est ainsi rappelé que les travaux par points chauds (soudage, meulage, découpage, ...) ou comportant l'usage d'une flamme nue doivent faire l'objet d'une entente préalable appelée **permis de feu** entre l'entreprise et le Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre est tenu de faire respecter, par les personnes et entreprises travaillant sous ses ordres, les consignes particulières concernant les travaux (Cf Chapitres 2 et 3).

Toute entreprise qui ne respecterait pas les mesures préventives pour assurer la sécurité contre l'incendie pourrait se voir interdire par le Maître d'œuvre la poursuite des travaux jusqu'à la régularisation de sa situation.

1.1 - Contrôle

Les conservateurs d'édifice, conducteurs d'opérations, Maîtres d'œuvre et installateurs sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont, autant que possible, établis, maintenus et entretenus en conformité avec les normes et réglementations en vigueur. A cet effet, ils font respectivement procéder, pendant les travaux et périodiquement en cours de chantier, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés.

1.2 - Accès aux façades

Si elle existe, conserver pour chaque bâtiment, lors de travaux, aménagements, préparations de festivités ou autres, une façade comportant une sortie normale au niveau d'accès. Cette façade doit être desservie par une "voie d'échelle".

Tout matériel ou installation présentant, en cas d'incendie, un risque de propagation à l'édifice doit être placé à plus de dix mètres des façades (groupe électrogène, atelier de soudure, véhicules, etc ...).

1.3- Éclairage

Dans les combles et caves, un éclairage de sécurité de balisage doit être installé sur le chantier pour permettre l'évacuation des ouvriers et faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

1.4 - Alerte

Des moyens provisoires d'alerte doivent être installés dans les combles et sous-sols de grande surface ou présentant un danger particulier.

1.5 - Isolement

Si des orifices sont ouverts pour des raisons quelconques dans les parois, planchers, la résistance au feu de ces derniers doit être rétablie sous la responsabilité du Maître d'Œuvre.

Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie ou à potentiel calorifique important doivent être isolés des autres parties des bâtiments, locaux ou dégagements par des murs et des planchers au moins coupe-feu de degré une heure avec portes de même degré coupe-feu et munies

de ferme-portes. Autant que possible, les toitures sont protégées de façon équivalente aux planchers.

Sont notamment considérés comme locaux à risques particuliers : locaux d'archives et réserves, locaux comportant des installations de ventilation mécanique contrôlée et installations de conditionnement d'air, machineries d'ascenseur, locaux contenant des groupes électrogènes, postes de livraison et transformation électrique, cellules à haute tension, dépôts de liquides ou gaz inflammables, etc ...

II. Consignes concernant les travaux

Les entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et il est notamment interdit :

- D'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.
- D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux.
- D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc ...).
- De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours.
- De stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence de public.
- De fumer sur les chantiers.
- D'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur des immeubles.
- De neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc ...).
- De laisser se constituer des dépôts de matières combustibles.
- De quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité.
- D'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisation préalable.

III. Consignes concernant les travaux et points chauds

Les personnels et entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment respecter les consignes suivantes :

- Repérer les moyens d'alerte et d'extinction.
- Disposer de moyens d'extinction propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau-pompe et un extincteur approprié aux risques.
- Afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux.
- Vérifier que le matériel de soudage, découpage, etc ... est en parfait état de fonctionnement.
- S'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retour.
- Vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation.
- Vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié.
- Prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre.
- Colmater les ouvertures susceptibles de laisser passer des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles.
- Écarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées.
- Dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds.
- Protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent.
- Si le travail doit être effectué sur un récipient réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage.

Pendant les travaux

- Mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau.
- Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.
- Refroidir les parties ou objets chauffés, s'il y a impossibilité les déposer sur des supports incombustibles.
- Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas.

Après l'exécution des travaux

- Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux.
- Indiquer in situ, par des flèches rouges ou sur un plan affiché, les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes.
- Fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles.
- Inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

Lu et Accepté,
L'entreprise

(signature et cachet)